

# Communiqués des personnels de lycée Maurice

## Utrillo de Stains

Aujourd'hui lundi 05 novembre 2018, un troisième proviseur adjoint a pris ses fonctions dans l'établissement. La décision de créer ce poste, en réponse aux événements violents de l'année scolaire dernière, a été prise sans la consultation de la communauté éducative de notre établissement. Nous avons alerté notre hiérarchie et le rectorat sur cette nomination qui ne correspond pas à nos besoins sans obtenir de leur part de réponse.

Face à cette absence totale de concertation et de reconnaissance de notre expertise professionnelle, nous avons unanimement décidé de nous mettre en grève aujourd'hui.

Ce matin, à 10h30, la direction académique des services de l'Education nationale nous a rencontrés en réunion plénière à notre demande. Durant cette réunion, le directeur académique des services de l'Education nationale, M. Wassenberg n'a pas été en mesure de nous préciser avec clarté les missions de ce nouveau personnel de direction. Il est toutefois ressorti de cette réunion :

- Que c'est bien le passé de gendarme et son expertise dans le domaine sécuritaire qui a amené le rectorat à retenir sa candidature.
- Que ce troisième personnel adjoint de direction n'a aucune compétence dans le domaine éducatif. Pour cette raison, il suivra une formation en alternance au cours des deux prochaines années.
- Qu'une partie de sa mission de sécurité s'étendra « globalement à l'Ouest du département » sans que des limites territoriales précises ne nous soient communiquées. Il répondra directement au recteur pour cet aspect de son travail.
- Qu'une partie de sa mission à l'intérieur de l'établissement sera plus traditionnelle. Ce nouveau personnel pourra être amené à suivre des élèves par exemple. Il répondra directement au proviseur du lycée dans ce domaine.
- Que le restant de ses missions sera défini plus tard « au fur et à mesure des besoins ».

Ce à quoi nous répondons collectivement :

- Nous, professionnels de l'éducation expérimentés, faisons remonter depuis des années à nos hiérarchies nos besoins sans que l'on soit écouté (CPE, infirmières, secrétaires, psychologues, APS, AP, AED, assistante sociale).
- Nous rappelons, et le DASEN nous l'a répété ce matin, que les violences n'ont pas lieu à l'intérieur de l'établissement mais à l'extérieur. La sécurité dans l'espace public doit être assurée par les forces de l'ordre et non pas depuis l'intérieur d'un établissement scolaire
- A plusieurs reprises, nous les avons interpellés sur le coût suscité par la création de ce poste sans pour autant obtenir de réponses.
- Nous, membres de la communauté éducative, considérons qu'un personnel recruté pour ses compétences sécuritaires (30 ans d'expérience dans la gendarmerie) n'a pas sa place dans un milieu scolaire.
- Nous demandons que les moyens qui ont été alloués à la création de ce poste soient utilisés pour recruter des personnels éducatifs ou sociaux.

En décidant de créer ce poste, au mépris de toutes les demandes formulées par la communauté éducative depuis des années, le ministère de l'Éducation nationale a fait un choix idéologique. Il a choisi de recruter un gendarme plutôt que des professionnels de l'éducation. Nous affirmons avec force que l'école a pour vocation de permettre l'émancipation de nos élèves. Il appartient à l'État de s'assurer que tous les enfants disposent d'un même droit à l'éducation. Les droits fondamentaux de nos élèves sont bafoués au quotidien et la rupture d'égalité sur notre territoire n'est plus à démontrer.

Nous dénonçons :

- Le désengagement de l'État qui depuis trop longtemps a abandonné les habitants des quartiers populaires.
- La fin de l'éducation prioritaire dans tous les lycées de France depuis le mandat de François Hollande.
- Nous dénonçons les effets d'annonce de ce gouvernement et la récupération du mouvement #pasdevague dont le sens semble échapper au ministère de l'Éducation nationale.

Parce que nous n'accepterons jamais la présence de policiers dans nos établissements

Parce que nous nous battons toujours pour que l'éducation prime sur la répression

Nous continuerons notre mouvement de grève demain mardi 6 novembre

Nous invitons l'ensemble de la communauté éducative et citoyenne à nous rejoindre dans ce combat qui est l'affaire de tous, par les moyens qu'ils jugent appropriés.

Les personnels militants du lycée Maurice-Utrillo